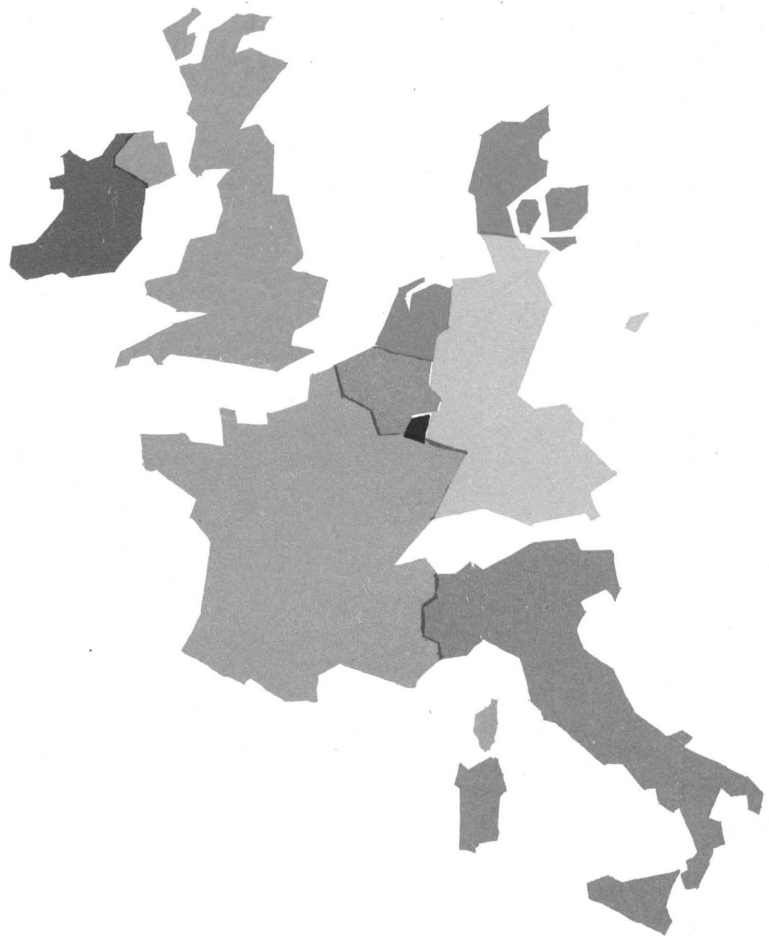


**Commission of the
European
Communities**

**Commission des
Communautés
Européennes**



**1
1974**

**Graphs and Notes
on the
Economic Situation
in the Community**

**Graphiques
et notes rapides
sur la conjoncture
dans la Communauté**

This publication appears monthly (except August and September, which are combined in a double number).

The Graphs and Notes of Group A appear in every issue and deal with:

- A1 Industrial production
- A2 Unemployment
- A3 Consumer prices
- A4 Balance of trade

The others (Groups B, C and D) appear quarterly as follows:

January, April, July, October

- B1 Exports
- B2 Trade between member countries
- B3 Discount rate and call money rates
- B4 Short-term lending to business and private customers
- B5 Gold and foreign exchange reserves

February, May, August/September, November

- C1 Imports
- C2 Terms of trade
- C3 Wholesale prices
- C4 Retail sales
- C5 Wages

March, June, August/September, December

- D1 Output in the metal products industries
- D2 Dwellings authorized
- D3 Tax revenue
- D4 Share prices
- D5 Long-term interest rates

Results of the monthly business survey carried out among heads of enterprises in the Community are to be found immediately after the graphs and notes.

For observations on the graphs see last page.

La présente publication est mensuelle; la période août-septembre fait toutefois l'objet d'un numéro unique.

Les graphiques et commentaires du groupe A, à savoir:

- A1 Production industrielle
- A2 Nombre de chômeurs
- A3 Prix à la consommation
- A4 Balance commerciale

sont présentés dans chaque numéro. Ceux des groupes B, C et D figurent respectivement dans les numéros suivants:

Janvier, avril, juillet, octobre

- B1 Exportations
- B2 Echanges intracommunautaires
- B3 Taux d'escompte et de l'argent au jour le jour
- B4 Crédits à court terme aux entreprises et aux particuliers
- B5 Réserves d'or et de devises

Février, mai, août-septembre, novembre

- C1 Importations
- C2 Termes de l'échange
- C3 Prix de gros
- C4 Ventes au détail
- C5 Salaires

Mars, juin, août-septembre, décembre

- D1 Production de l'industrie transformatrice des métaux
- D2 Autorisations de construire
- D3 Recettes fiscales
- D4 Cours des actions
- D5 Taux d'intérêt à long terme

A la suite des graphiques et notes rapides sont consignés certains résultats sur l'enquête mensuelle de conjoncture effectuée auprès des chefs d'entreprise de la Communauté.

Les remarques relatives aux graphiques figurent en dernière page.

Commission of the European Communities
Directorate-General for Economic and Financial Affairs
Directorate for National Economies and Economic Trends
200, rue de la Loi, 1040 Brussels

GRAPHS AND NOTES
ON THE ECONOMIC SITUATION
IN THE COMMUNITY

GRAPHIQUES ET NOTES RAPIDES
SUR LA CONJONCTURE
DANS LA COMMUNAUTÉ

Commission des Communautés européennes
Direction générale des Affaires économiques et financières
Direction des Économies nationales et de la Conjoncture
200, rue de la Loi, 1040 Bruxelles

THE BUSINESS SITUATION AS SEEN BY INDUSTRY

The results of the EEC business survey carried out at the end of 1973 among enterprises in the six original Community countries did not yet reflect any significant effects of the oil crisis on the economy as a whole. But the crisis does seem to have reinforced a little the tendency for growth to slow down already discernible in some member countries. Thus in a number of member countries managements sent in less favourable assessments of their order books. In Germany and Belgium this is particularly true of textiles and clothing, motor cars, domestic electrical appliances, mechanical engineering and the capital goods section of electrical engineering. Stocks of finished products have also risen in these industries.

It is probably due mainly to the impact of the oil crisis that managements in the Community are taking a distinctly more pessimistic view of future economic trends. At any rate, a large majority of them think that their business activity will slacken in the months ahead. They also expect their selling prices to climb steeply.

Brussels, 31 January 1974.

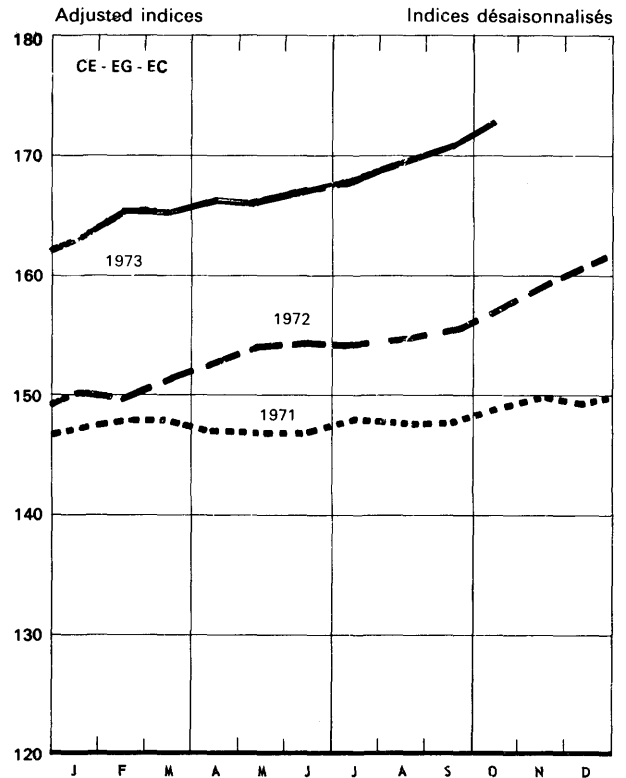
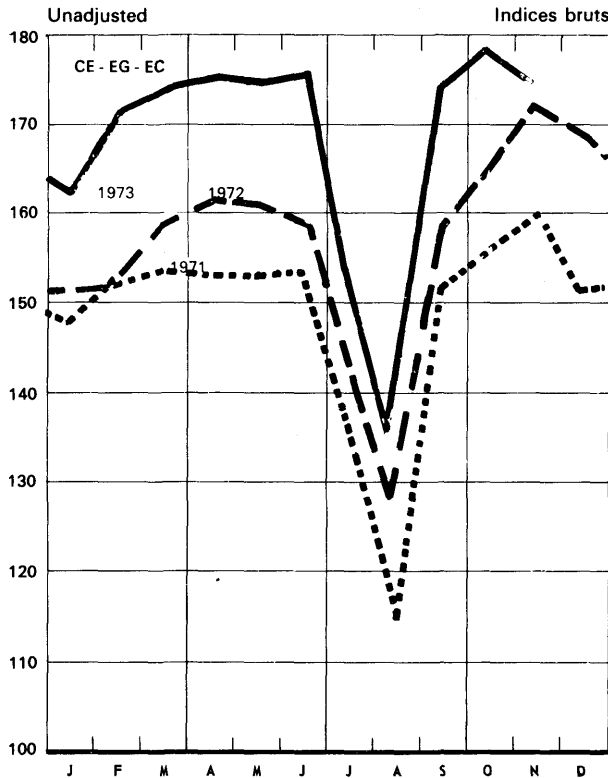
LA CONJONCTURE VUE PAR LES CHEFS D'ENTREPRISE

Les résultats de l'enquête de conjoncture C.E.E. effectuée à la fin de l'année dernière auprès des chefs d'entreprise des pays de la Communauté originelle ne laissent pas encore apparaître de répercussions bien sensibles de la crise pétrolière sur l'économie générale. Il semble toutefois que cette crise ait quelque peu accentué la tendance au ralentissement de l'expansion, déjà décelée auparavant dans plusieurs pays membres. C'est ainsi que les appréciations portées sur les carnets de commandes sont souvent devenues moins favorables. Tel est surtout le cas dans la R.F. d'Allemagne et en Belgique, pour ce qui concerne le textile et le vêtement, l'automobile, les appareils ménagers électriques, ainsi que les biens d'investissement produits par l'industrie mécanique et électrotechnique. On a assisté en même temps à un accroissement des stocks de produits finis dans ces divers secteurs.

C'est à la crise du pétrole qu'il faut surtout attribuer l'appréciation nettement plus pessimiste portée par les chefs d'entreprise de la Communauté sur les perspectives d'évolution économique. En tout cas, la majorité d'entre eux s'attendent, pour les prochains mois, à un ralentissement de leur activité. Ils prévoient également de fortes majorations de leurs prix de vente.

Bruxelles, le 31 janvier 1974.

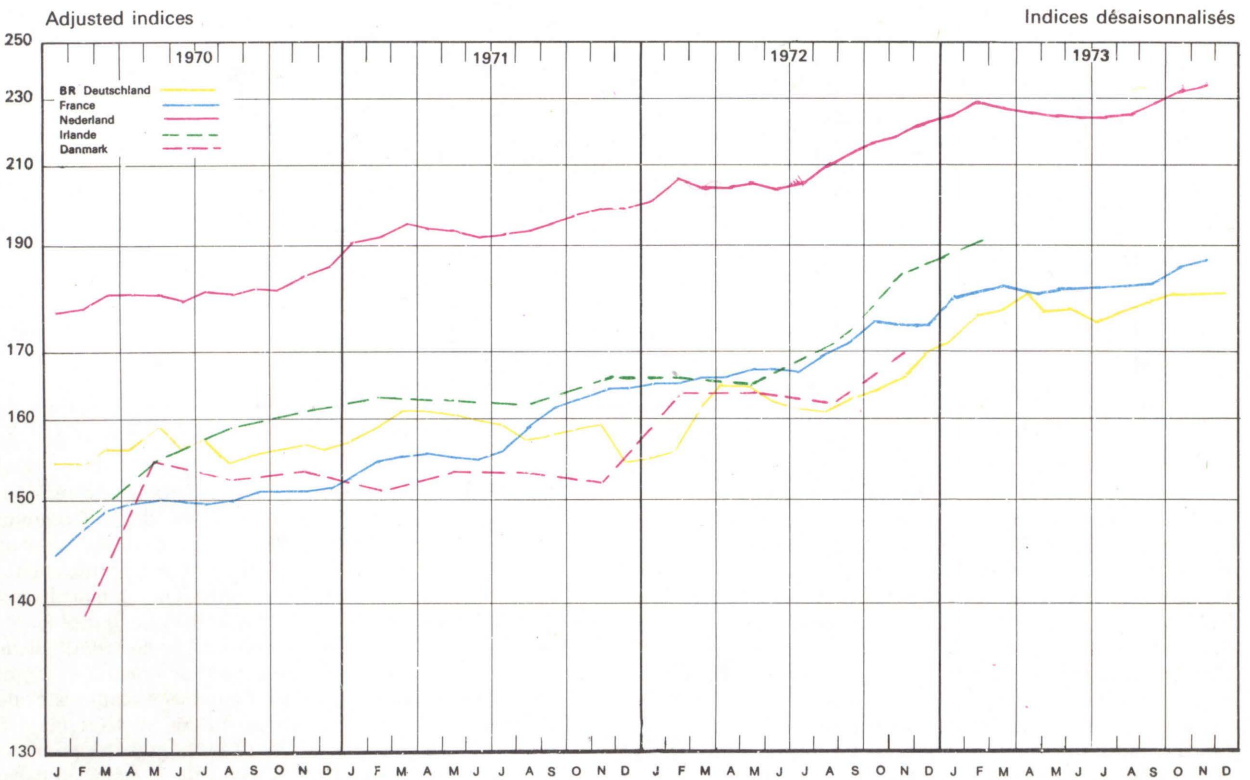
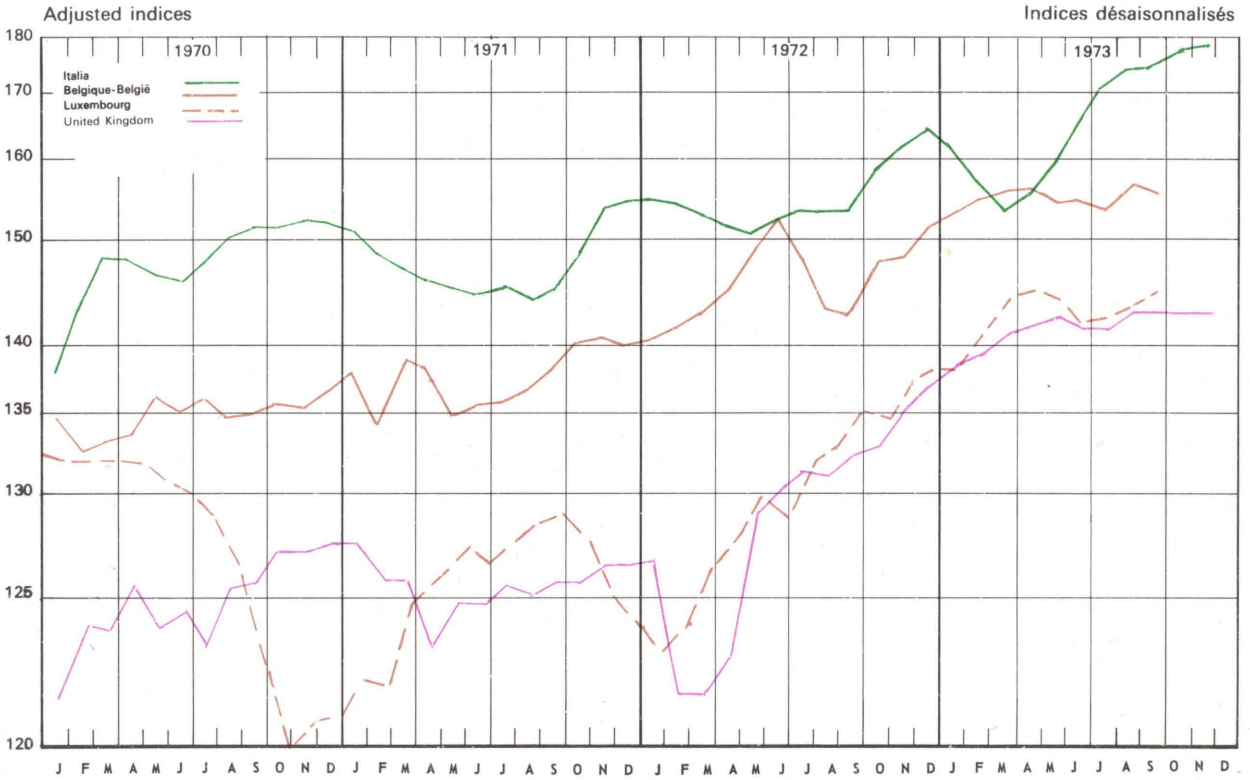
1963 = 100



Despite the uncertain situation on the crude oil markets, industrial production in 1973 remained at a comparatively high level. To judge from such information as is so far available, the Netherlands and the United Kingdom are the only countries in which it slackened; in the United Kingdom the pace of production was held back mainly by an aggravation of the labour disputes. In the other member countries the main factor stimulating production was the continued strong demand for semi-manufactures. In December, the Community's steel production exceeded by about 9 % the corresponding 1972 figure despite a drop of 6-7 % in the Netherlands and the United Kingdom. Moreover, the mild winter weather enabled outdoor work to be continued. Throughout the Community demand in the motor industry suffered a distinct setback owing to the oil crisis. For the year as a whole industrial production in the Community was probably some 8.5 % higher in 1973 than in 1972.

En dépit de l'incertitude qui a caractérisé le marché pétrolier, la production industrielle s'est maintenue en 1973 à un niveau relativement élevé. Suivant les indicateurs partiels actuellement disponibles, elle ne se serait ralentie qu'aux Pays-Bas, de même qu'au Royaume-Uni, où elle est affectée principalement par l'aggravation des conflits sociaux. Dans les autres pays membres, elle a surtout bénéficié de l'impulsion de la demande toujours vive de demi-produits. C'est ainsi que la production sidérurgique de la Communauté, en dépit d'une baisse de 6 à 7 % aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, a accusé au mois de décembre une progression de quelque 9 % en comparaison annuelle. Par ailleurs, la clémence de l'hiver a favorisé la poursuite des activités à l'extérieur. Dans l'industrie automobile, la demande a marqué partout un net fléchissement dû à la crise du pétrole. Pour l'ensemble de l'année, le taux de croissance de la production industrielle par rapport à 1972 doit avoir atteint 8 ½ % environ.

1963 = 100

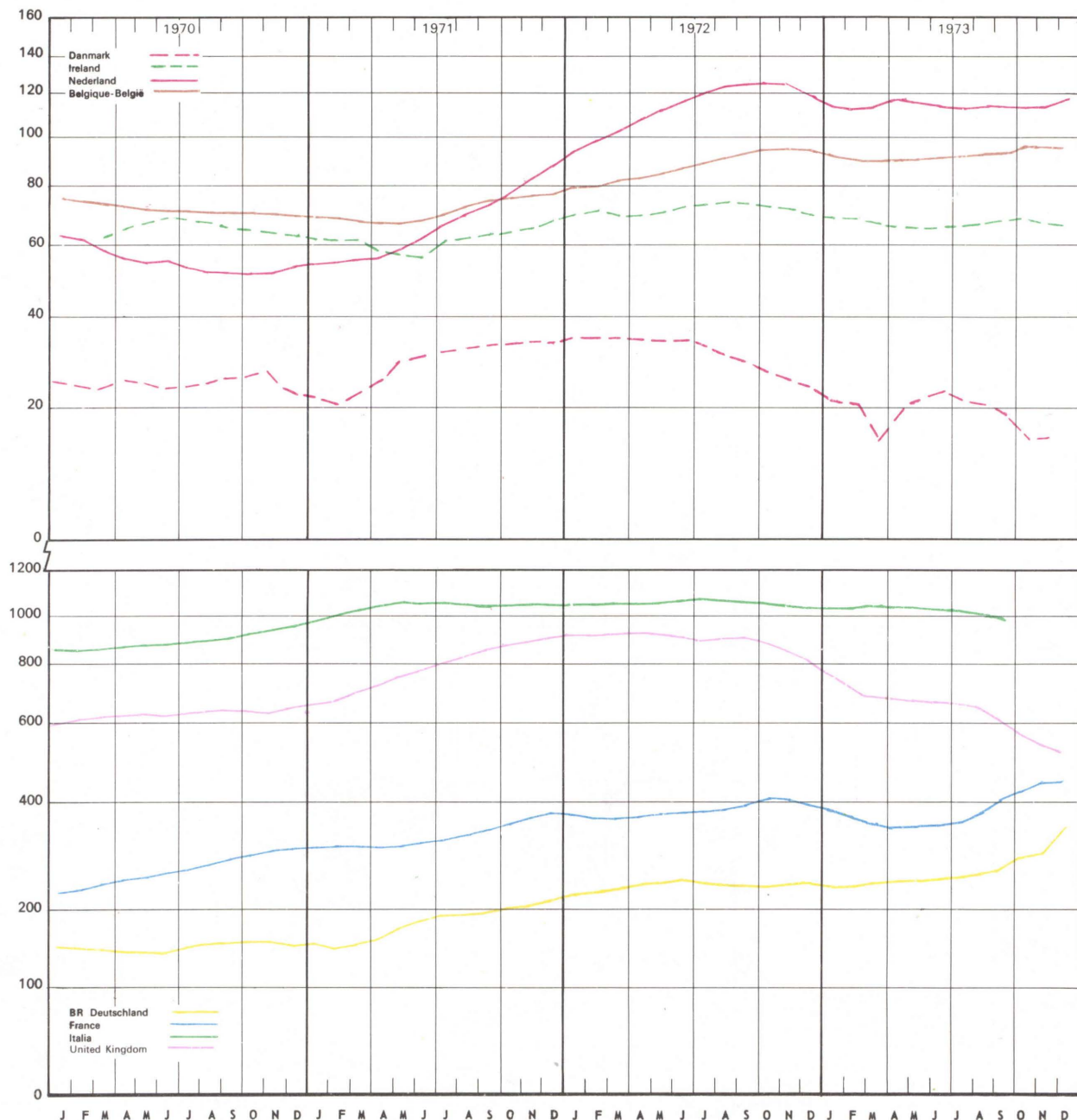


UNEMPLOYMENT

(thousands)

NOMBRE DE CHÔMEURS

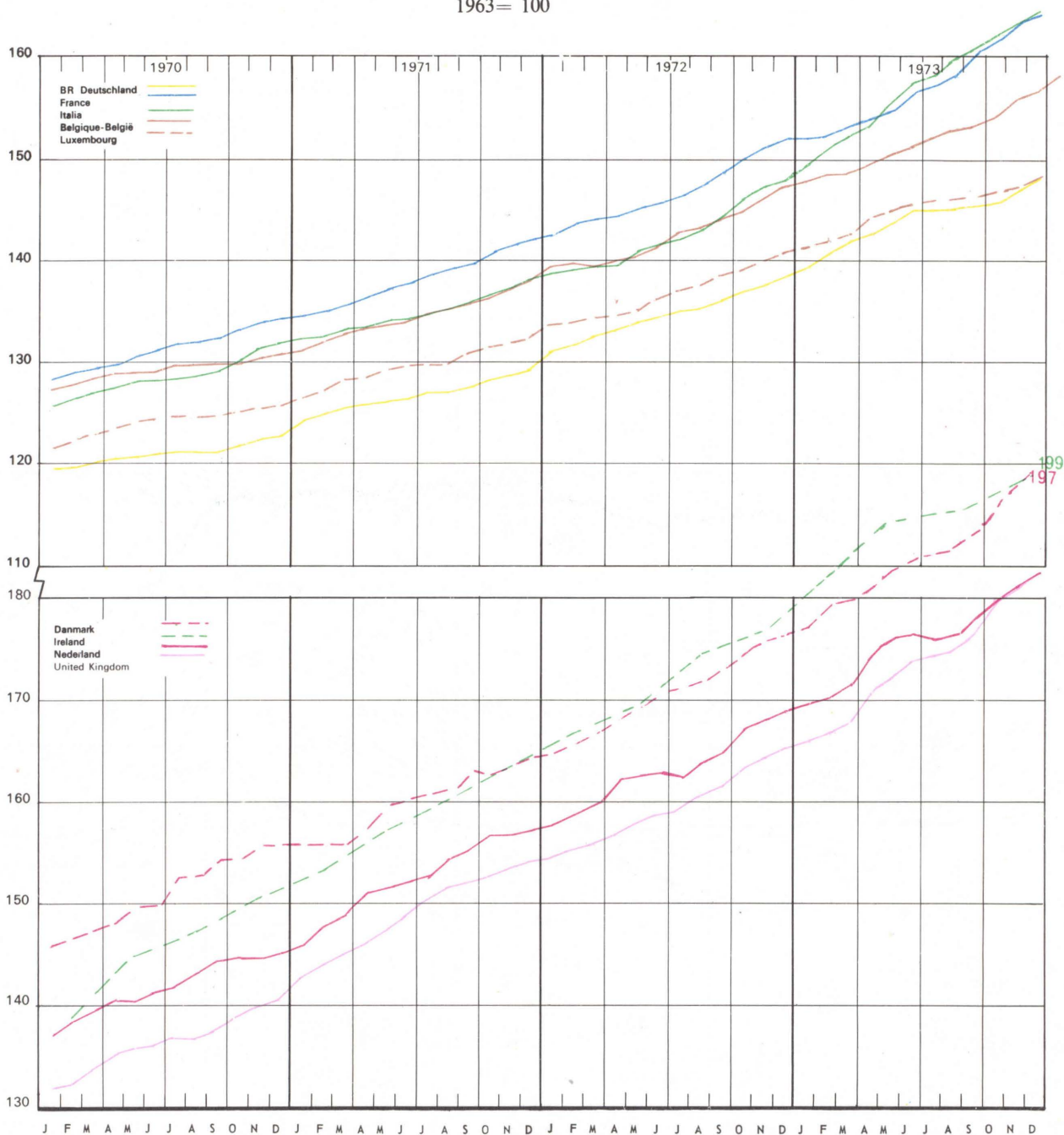
(en milliers)



Towards the end of the year a definite change was discernible in the situation on the Community's labour market. Firms became distinctly more cautious in their recruitment policies, mainly because of uncertainty as to the crude oil markets. In most member countries the number of unfilled vacancies has therefore tended to fall. In Germany, the downward drift that was already under way gathered momentum in December. In the Netherlands and Belgium, too, the number of jobs on offer dropped further. In France in December and in the United Kingdom in January the figures for unfilled vacancies fell for the first time in several months. Unemployment was rising again in almost all member countries. In the recent past the increase has been accounted for mainly by the motor and chemicals industries. More workers have also been put on short time. In the United Kingdom the impact of the oil crisis, made worse by the labour dispute in the coal-mining industry, led the authorities to limit electricity consumption to three days a week from the beginning of 1974, which has obliged most industrial firms to operate on a three-day week.

Vers la fin de l'année dernière, la situation s'est sensiblement détériorée sur le marché de l'emploi de la Communauté. Les chefs d'entreprise, influencés surtout par la situation incertaine du marché pétrolier, se sont montrés nettement plus prudents en matière d'embauche. Aussi le nombre d'offres d'emploi non satisfaites a-t-il en tendance à diminuer dans la plupart des pays membres. Dans la R.F. d'Allemagne, cette tendance, déjà observée précédemment, s'est notablement renforcée. Le nombre d'emplois vacants a également continué de se réduire aux Pays-Bas et en Belgique. Au mois de décembre, il a baissé en France, pour la première fois depuis longtemps; en janvier, il en a été de même au Royaume-Uni. Le chômage a recommencé d'augmenter dans presque tous les pays membres. Dans les derniers temps, cet accroissement a surtout été observé dans le secteur de l'automobile et dans l'industrie chimique. En même temps, le chômage partiel a encore pris de l'extension. Au Royaume-Uni, l'incidence de la crise du pétrole, aggravée par les tensions sociales dans les charbonnages, a amené les autorités à limiter à trois jours, à partir du début de 1974, la consommation hebdomadaire d'énergie, ce qui a entraîné une réduction de la durée hebdomadaire du travail dans la plupart des industries.

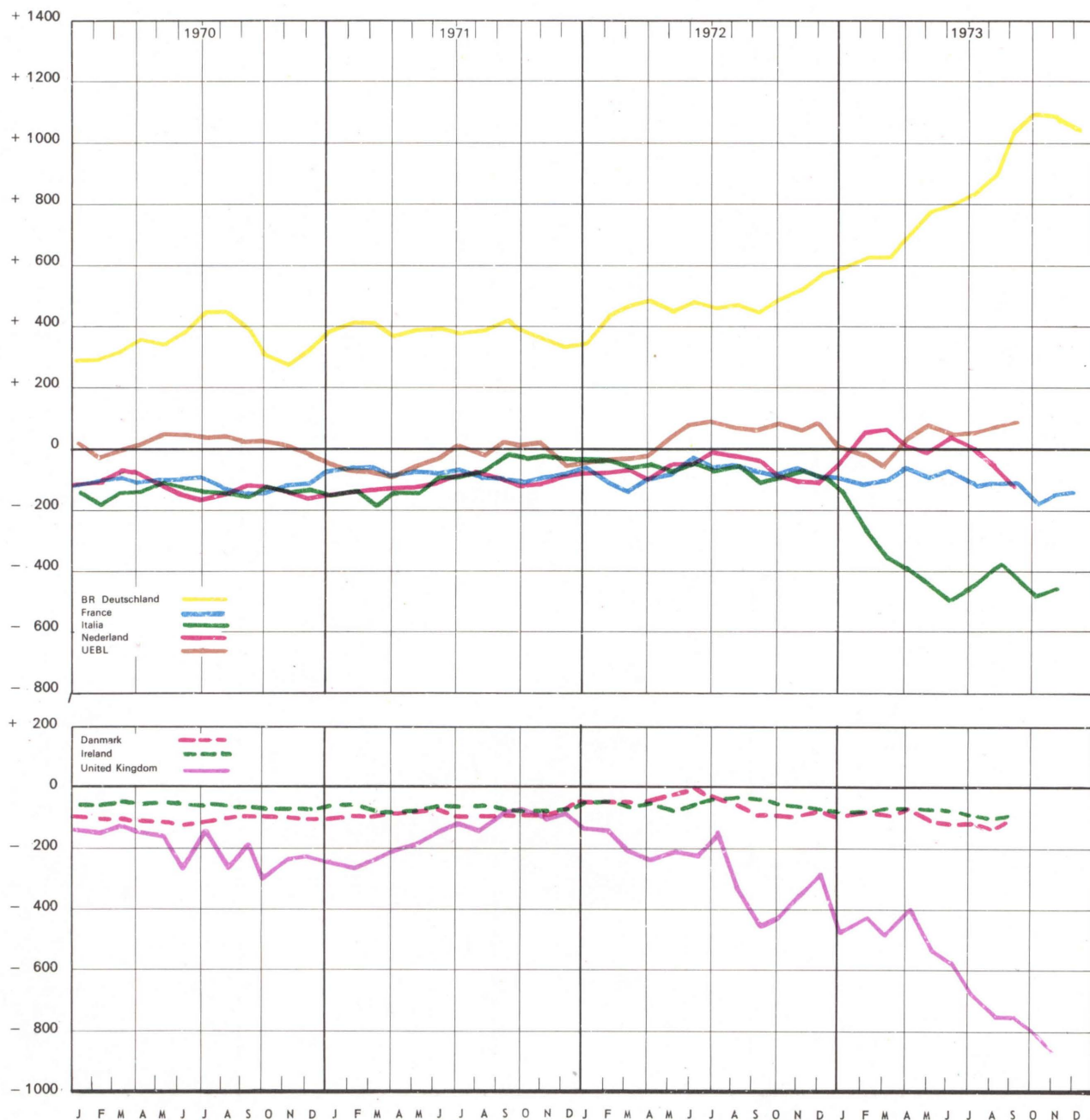
1963 = 100



The sharp upsurge in the cost of crude oil imports has provided fresh impetus to inflationary tendencies in the Community. In all member countries the rise in the cost of living has gathered additional momentum in recent weeks. Heating oil and petrol prices have risen particularly sharply, but prices of the other industrial products are also now a good deal higher. By contrast, the slight slackening in the upward movement of prices of agricultural products noted in most member countries has persisted apart from the usual seasonal advance. In January the Belgian authorities renewed until 1 April the obligation to give three months' notice of planned price increases, in an effort to curb the faster rise in the prices of consumer goods. In the Netherlands, the relevant period was extended to eight weeks for industry and six weeks for the services sector. In Denmark, the Government introduced a price freeze for a period of eight weeks.

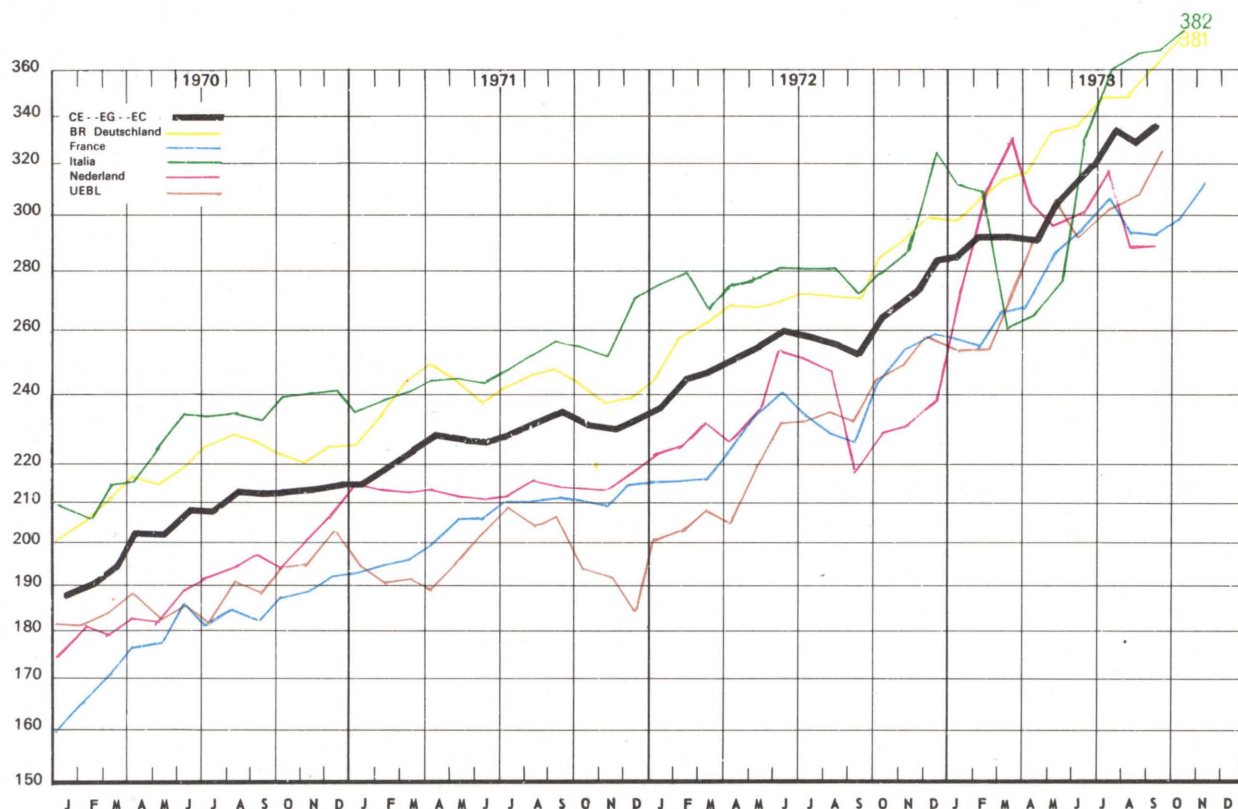
L'enchérissement considérable des importations de pétrole a eu pour effet d'aviver les tendances à l'inflation dans la Communauté. Pendant les dernières semaines, la hausse du coût de la vie s'est accélérée dans tous les pays membres. Ce mouvement a affecté tout particulièrement les prix du mazout et de l'essence, mais il a été également sensible pour les prix des autres produits industriels. En ce qui concerne, par contre, les prix des produits agricoles, on constate que le léger ralentissement qui était observé dans la plupart des pays de la Communauté s'est poursuivi, pour autant que l'on fasse abstraction des hausses saisonnières habituelles. En Belgique, il a été décidé, au mois de janvier, de proroger jusqu'au 1^{er} avril les dispositions qui, en vue d'enrayer l'enchérissement accéléré des biens de consommation, imposent la notification des majorations de prix trois mois avant leur application. Aux Pays-Bas, ce délai de préavis a été porté à huit semaines pour l'industrie, à six pour le secteur des services. Au Danemark, un blocage des prix a été instauré pour huit semaines.

Mio Eur



Towards the end of 1973, the deficit on the Community's balance of trade with non-member countries widened, mainly as a result of an adverse swing in the terms of trade. In December, the value of imports was for the first time affected by the higher oil prices charged by the oil-producing countries from October onwards. However, they did not yet reflect the further sharp increase in oil prices implemented at the end of December. In addition to the heavier deficits on the member countries' trade with the oil-exporting countries, due to the new oil prices, there has been a deterioration in their trade balances with the United States. The United Kingdom and Italian trade deficits grew at a particularly rapid pace because the impact of the fresh upsurge in import prices was reinforced by the depreciation of sterling and the lira. The position on trade account also deteriorated in the Netherlands, where export growth has lost momentum, and even more so in Denmark, where the rise in oil prices has been particularly sharp. In Germany, the trade surplus remained at a high level.

Vers la fin de l'année dernière, le déficit de la balance commerciale de la Communauté à l'égard des pays non membres s'est aggravé, essentiellement par suite de la détérioration des termes de l'échange. C'est au mois de décembre que la valeur des importations a, pour la première fois, accusé l'incidence des majorations de prix décidées en octobre par les pays producteurs de pétrole, mais sans refléter déjà la nouvelle et importante majoration appliquée fin décembre. L'enchérissement du pétrole, qui a accru le déficit de la balance commerciale des pays membres vis-à-vis des pays exportateurs de ce produit, s'est accompagné d'une détérioration du solde extérieur à l'égard des États-Unis. L'augmentation du déficit de la balance commerciale a été particulièrement rapide dans le Royaume-Uni et en Italie, où la dépréciation de la monnaie a encore accentué l'incidence de la nouvelle hausse des prix à l'importation. Une nette détérioration du solde extérieur a également été enregistrée aux Pays-Bas, où l'expansion des exportations s'est ralentie dans une mesure notable, et surtout au Danemark, où l'enchérissement du pétrole a été des plus sensibles. En revanche, l'excédent de la R.F. d'Allemagne est demeuré très élevé.



Up to the beginning of the oil crisis last October the Community's exports to non-member countries were still expanding appreciably. In some countries, however, there has been a slowdown in export growth, which may be an early sign that world economic activity is losing a little momentum. This slackening is all the more likely to affect Community exports since member countries' export prices have gone up sharply and competition on major export markets has stiffened. The drop in the growth of Community sales to the United States to a quite moderate rate bears out this analysis. Exports to the EFTA countries, on the other hand, continued to forge ahead. Sales to Japan were also still rising at a lively pace, as domestic demand in that country remained strong in the autumn of 1973. Exports to the state-trading countries also made distinct gains. The sharpest growth, however, was in exports to the developing countries.

Jusqu'à l'époque où a éclaté la crise du pétrole, en octobre dernier, les exportations de la Communauté vers les pays non membres ont continué de se développer à un rythme assez rapide. Un ralentissement a néanmoins été observé dans quelques pays. Peut-être reflète-t-il déjà un certain essoufflement de la conjoncture mondiale, dont l'incidence serait d'autant plus sensible que les prix à l'exportation pratiqués par les pays non membres ont fortement augmenté et que la concurrence est devenue plus sévère sur d'importants marchés extérieurs. Un indice en est le taux de croissance, en baisse sensible, des ventes de la Communauté aux États-Unis. Pourtant l'expansion des exportations vers les pays de l'A.E.L.E. est demeurée rapide. Il en est de même des ventes au Japon, où la demande intérieure était encore vive à l'automne dernier, et aussi des livraisons aux pays à commerce d'État. Mais ce sont les exportations à destination des pays en voie de développement qui ont accusé le taux de croissance le plus élevé.

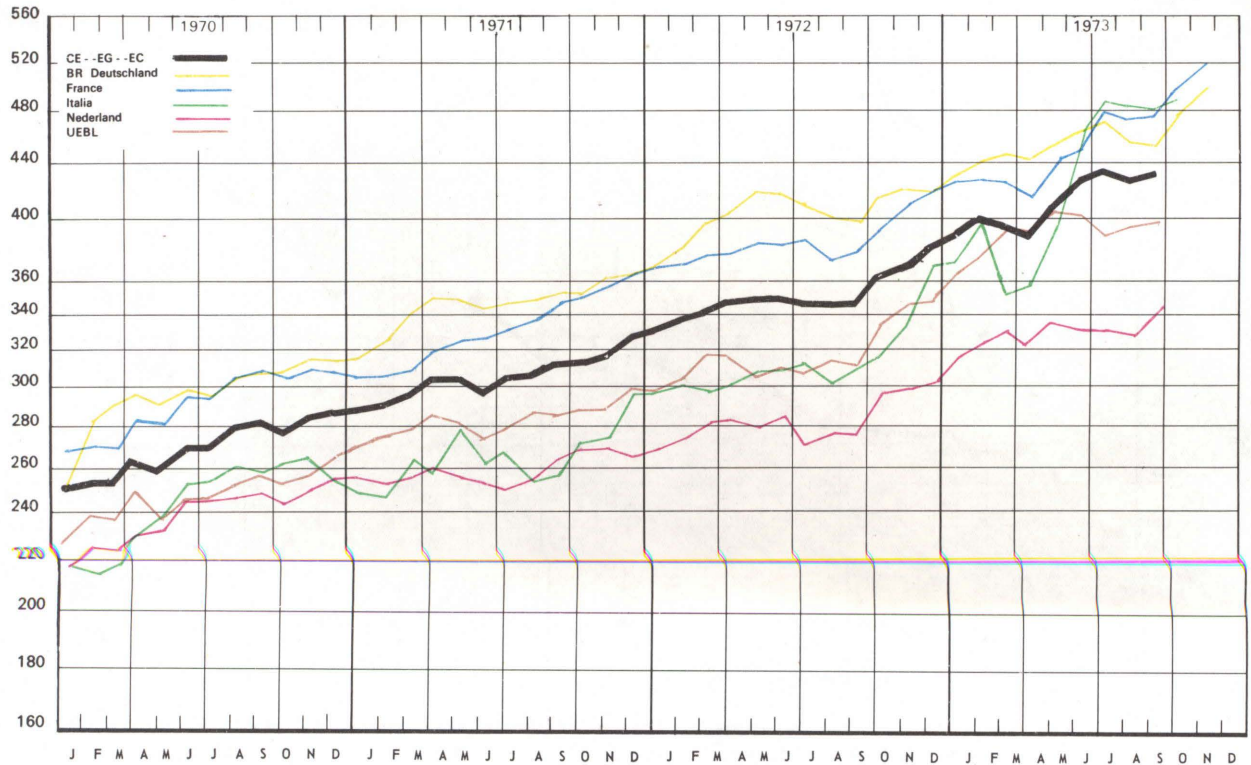
TRADE BETWEEN MEMBER COUNTRIES

Basis: imports

ÉCHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES

sur la base des importations

1963 = 100



After expanding very rapidly in the first half of 1973, intra-Community trade has shown signs of slackening, although the third-quarter figures may have been affected by special factors, such as the changes occurring in seasonal patterns due to longer holidays. At any rate, the available data suggest that the trend of intra-Community trade has, if anything, started rising again since October. This is particularly true of imports by Denmark, Ireland and the United Kingdom, but also of imports by France and Germany. The 20 % cut, on 1 January 1974, in tariffs between the original Community countries and the three new members is likely to provide additional impetus to trade within the Community.

Après avoir été très rapide durant le premier semestre de 1973, l'expansion des échanges intracommunautaires présente depuis lors des signes de ralentissement. Il semble pourtant qu'au troisième trimestre des changements intervenus dans le jeu des facteurs saisonniers, par suite de l'allongement des vacances, aient eu une incidence à cet égard. Du moins les données disponibles révèlent-elles un redressement de la tendance depuis le mois d'octobre. C'est surtout le cas pour les importations du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni, mais aussi pour les achats de la France et de la R.F. d'Allemagne. L'abaissement de 20 % appliqué depuis le 1^{er} janvier 1974 aux droits de douane entre les pays de la Communauté originelle et les trois nouveaux pays membres doit avoir donné une impulsion supplémentaire au développement du commerce intracommunautaire.

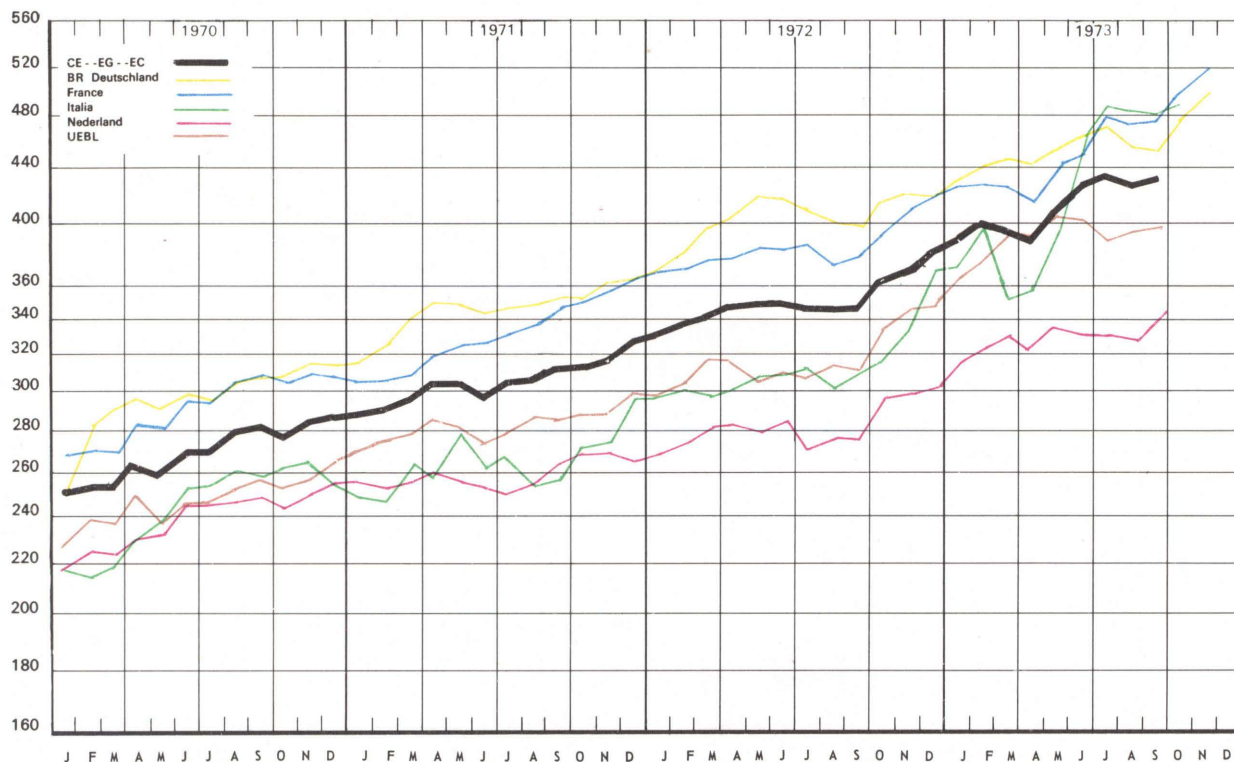
TRADE BETWEEN MEMBER COUNTRIES

ÉCHANGES INTRACOMMUNAUTAIRES

Basis: imports

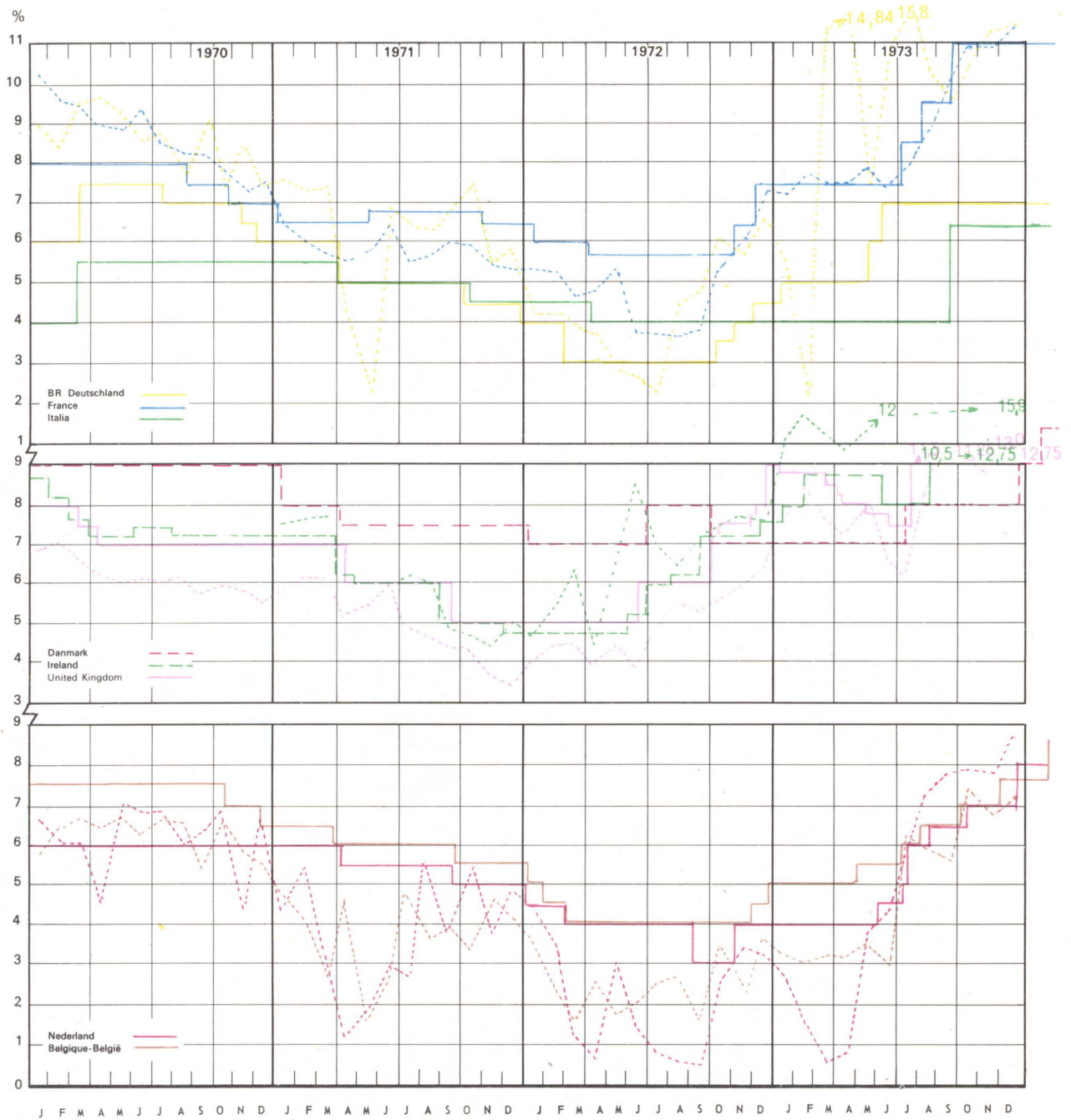
sur la base des importations

1963 = 100



DISCOUNT RATE AND CALL MONEY RATES

TAUX D'ESCOMPTE ET DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

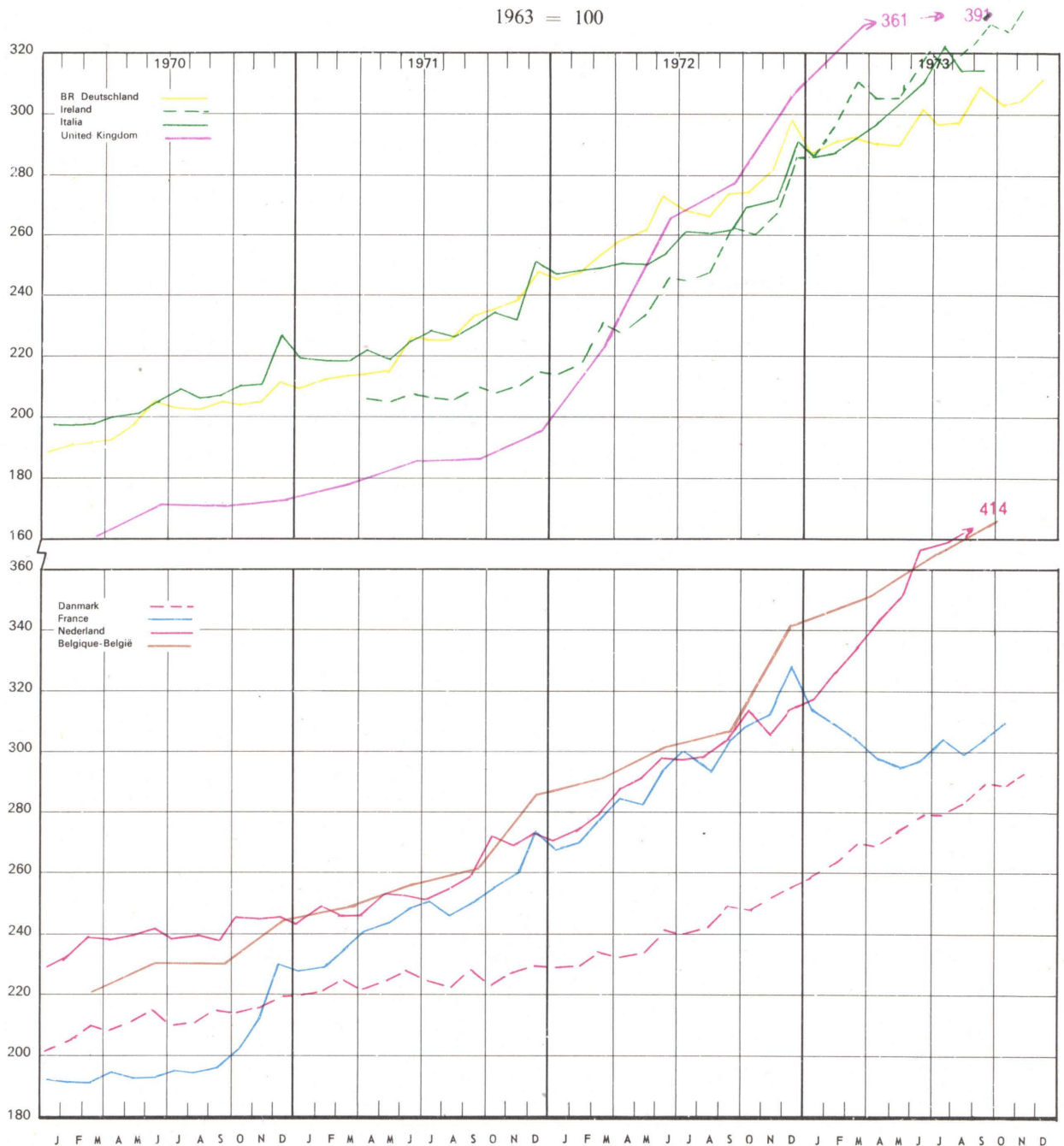


In contrast with the tendency in the United States, money markets throughout the Community have remained under strain in recent months. This has been partly because the restrictive course of monetary and credit policy has been maintained, and in some countries also because central banks have siphoned off domestic liquidity by selling foreign exchange. Call money rates generally hardened further. Following the floating of the French franc the call money rate in France touched 15%. Discount rates were raised in several member countries. In Belgium, the discount rate was put up from 7% to 7.75% on 29 November, which brought it into line with conditions on the money market. While Denmark's increase in the discount rate from 8% to 9%, implemented on 21 December, was decided upon mainly for domestic reasons, in the Netherlands the increase from 7% to 8% on 5 December and in Denmark the further increase to 10% on 23 January were largely aimed at defending the exchange rates. It is likely that both considerations played a role in the latest increase in the discount rate in Belgium to 8.75% on 1 February and in the increase in the Bank of England's minimum lending rate from 11.25% to 13% on 13 November; the latter rate was reduced to 12.75% on 4 February.

A la différence de la tendance observée aux États-Unis, les tensions ont persisté sur le marché monétaire de tous les pays de la Communauté. La cause en est tout d'abord le maintien de la politique monétaire restrictive, mais aussi, pour quelques pays, la ponction opérée sur la liquidité intérieure par les ventes de devises effectuées par les banques d'émission. La hausse du taux de l'argent au jour le jour s'est en général poursuivie. En France, elle a atteint jusque 15% depuis le flottement du franc. Le taux d'escompte a été majoré dans plusieurs pays membres. En Belgique, le taux d'escompte est passé de 7 à 7,75% à la date du 29 novembre et a ainsi été adapté aux conditions du marché monétaire. Alors qu'au Danemark le relèvement du taux d'escompte, porté de 8 à 9% au 21 décembre, répondait essentiellement à des préoccupations de politique économique interne, c'est surtout le souci de protéger la monnaie qui a inspiré la majoration appliquée aux Pays-Bas, où le taux d'escompte est passé de 7 à 8% le 6 décembre, ainsi que le nouveau relèvement qui a porté ce taux à 10% au Danemark. Ce sont sans doute des raisons du même ordre qui expliquent la dernière augmentation du taux d'escompte en Belgique, porté à 8,75% le 1^{er} février, et qui ont déterminé la Banque d'Angleterre à faire passer le minimum lending rate de 11,25 à 13% à la date du 13 novembre dernier; il y a toutefois lieu de signaler que ce dernier taux a été ramené à 12,75% le 4 février.

SHORT-TERM LENDING TO BUSINESS AND PRIVATE CUSTOMERS

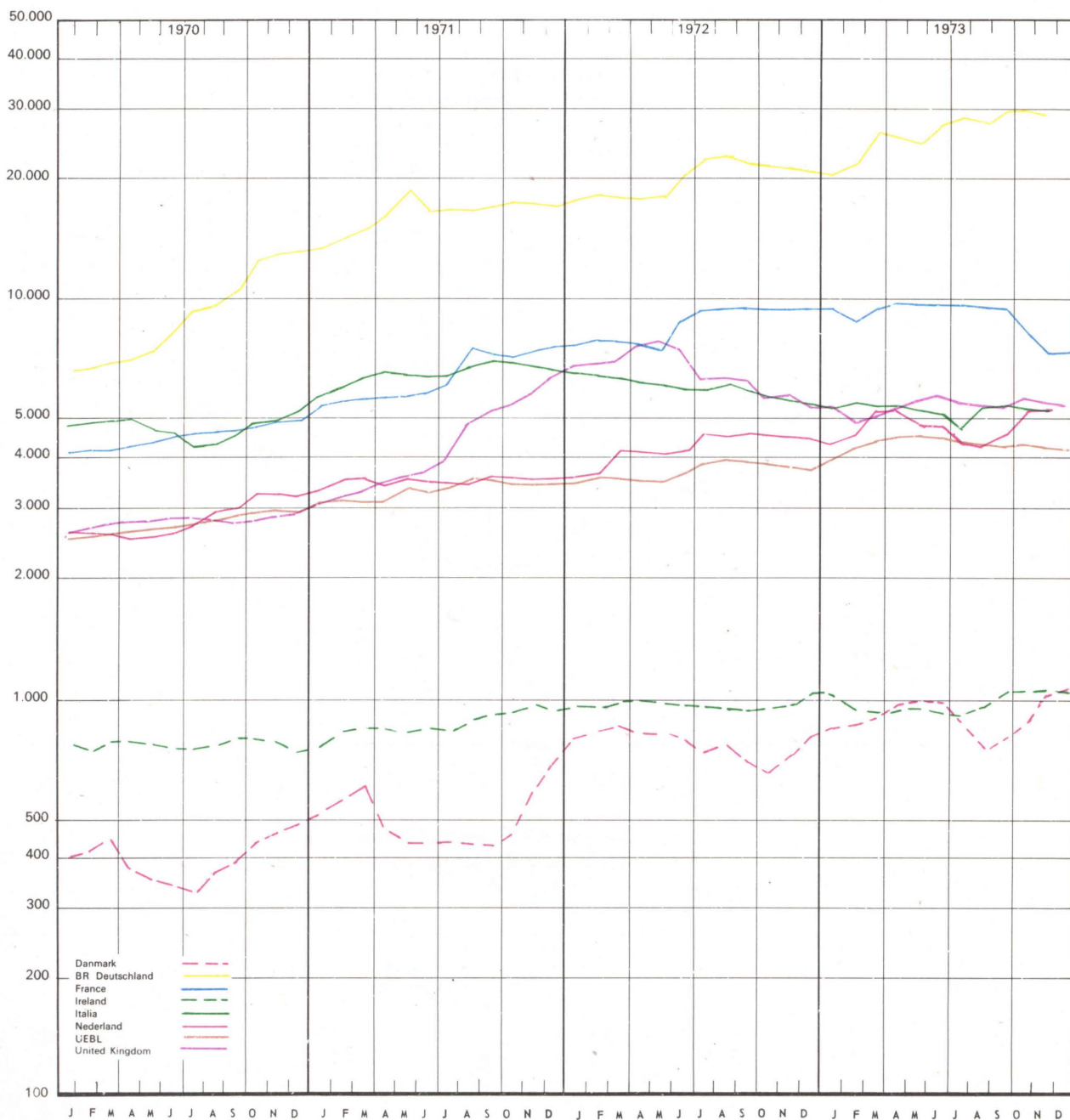
CRÉDITS À COURT TERME AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS



Trends in short-term lending to business and private customers varied in the Community. In Germany, firms considerably reduced their short-term bank liabilities in October, and in November these liabilities rose only little. With effect from 1 January 1974, the Bundesbank lowered the minimum reserve ratios, mainly in an effort to offset the drain on domestic liquidity resulting from its sales of dollars. In Belgium, on the other hand, demand for credit was still strong towards the end of the year. In the United Kingdom, bank lending was rising vigorously again in December, following a sharp fall in November, and after two years without restriction, hire-purchase controls were re-imposed in mid-December with the introduction of minimum deposits and maximum periods for repayment. The UK monetary authorities also endeavoured to curb the growth of bank lending by making further calls for special deposits. In France, compulsory minimum reserves for residents' deposits were raised following the floating of the franc, while those for non-residents' deposits were removed in order to encourage inflows of foreign capital. In Italy the requirement on commercial banks to invest a proportion of their liquid resources in government stock was extended to 30 June 1974.

L'évolution du crédit à court terme octroyé aux entreprises et aux particuliers s'est différenciée d'un pays membre à l'autre. Dans la R.F. d'Allemagne les entreprises ont considérablement réduit, au mois d'octobre, leurs engagements bancaires à court terme; en novembre et décembre, ceux-ci ne se sont accrus que dans une mesure relativement faible. La Bundesbank a abaissé le taux des réserves obligatoires à la date du 1^{er} janvier 1974, essentiellement pour compenser la ponction opérée sur la liquidité intérieure du fait de ses ventes de dollars. En Belgique, par contre, la demande de crédit est restée tout aussi vive à la fin de l'année. Au Royaume-Uni, un recul très accusé enregistré de novembre à fin décembre a été suivi d'une vigoureuse reprise. En ce qui concerne le crédit accordé dans ce pays pour les ventes à tempérament, des restrictions, sous forme de versements minima et de limitations des délais de paiement, ont été réintroduites à la mi-décembre après une interruption de deux ans. De plus, les autorités monétaires britanniques s'efforcent de freiner l'expansion du crédit bancaire par des dispositions plus sévères en matière de réserves obligatoires. En France, le taux des réserves obligatoires pour les dépôts des résidents a été majoré après l'institution du cours flottant du franc; en même temps, cette obligation a été supprimée pour les dépôts des non-résidents, afin d'encourager l'afflux de capitaux étrangers. En Italie, les autorités ont prorogé jusqu'au 30 juin 1974 la prescription imposant aux banques commerciales de placer en titres d'État une partie de leurs liquidités.

Mio Eur



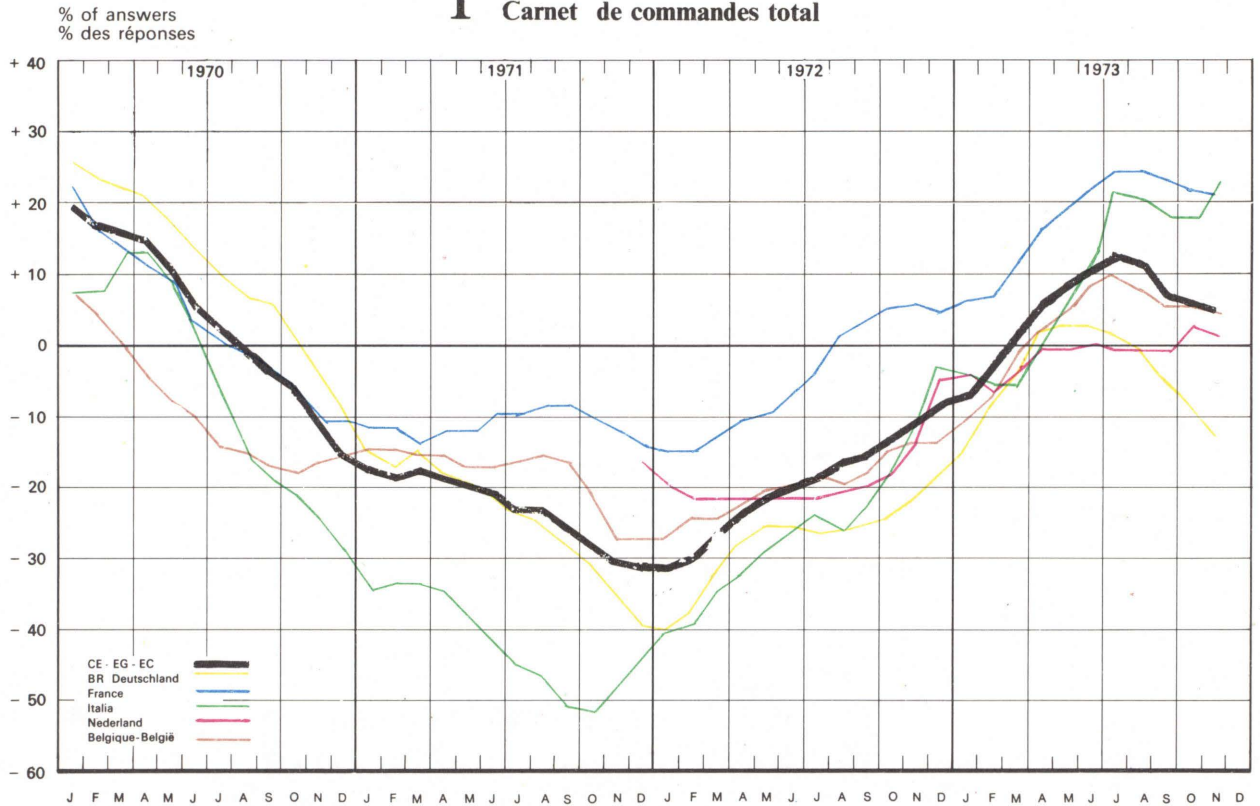
Changes in official foreign exchange reserves since October have been clearly influenced by the oil crisis, which has affected the United States less than the European countries and Japan. Since the middle of October, the dollar has been making faster, and, at times, very sharp gains; by the end of January it had appreciated by between 5 and 6 % against the central rates of the currencies participating in the Community's exchange rate scheme. Under the pressure of the oil crisis and in order to stem speculative outflows of capital, the French Government decided to float the franc for a period of six months from 21 January 1974. Denmark, Germany, the Netherlands and the Belgo-Luxembourg Economic Union decided to maintain, in respect of their own currencies, the Community arrangement requiring exchange rates to be confined within a band of 2.25 %. Sweden and Norway also decided to remain in this arrangement.

A partir du mois d'octobre, l'évolution des réserves d'or et de devises des autorités monétaires a été nettement influencée par la crise du pétrole, dont l'incidence est moins sensible aux États-Unis que dans les pays d'Europe et au Japon. Depuis la seconde quinzaine de ce mois, la hausse du cours du dollar s'est accélérée, parfois de manière très brusque; fin janvier ce cours dépassait de 5 à 6 % les cours-pivots des monnaies participant au système monétaire communautaire. Sous la pression de la crise pétrolière et pour enrayer les sorties spéculatives de capitaux, le gouvernement français a décidé de laisser flotter librement le cours du franc à partir du 21 janvier 1974 et ce pour une durée de six mois. Le Danemark, la R.F. d'Allemagne, les Pays-Bas et l'U.E.B.L. ont résolu de s'en tenir au système monétaire communautaire, qui prévoit un écart maximal des cours de 2,25 %. De leur côté, la Suède et la Norvège ont également décidé de maintenir leur participation à ce système.

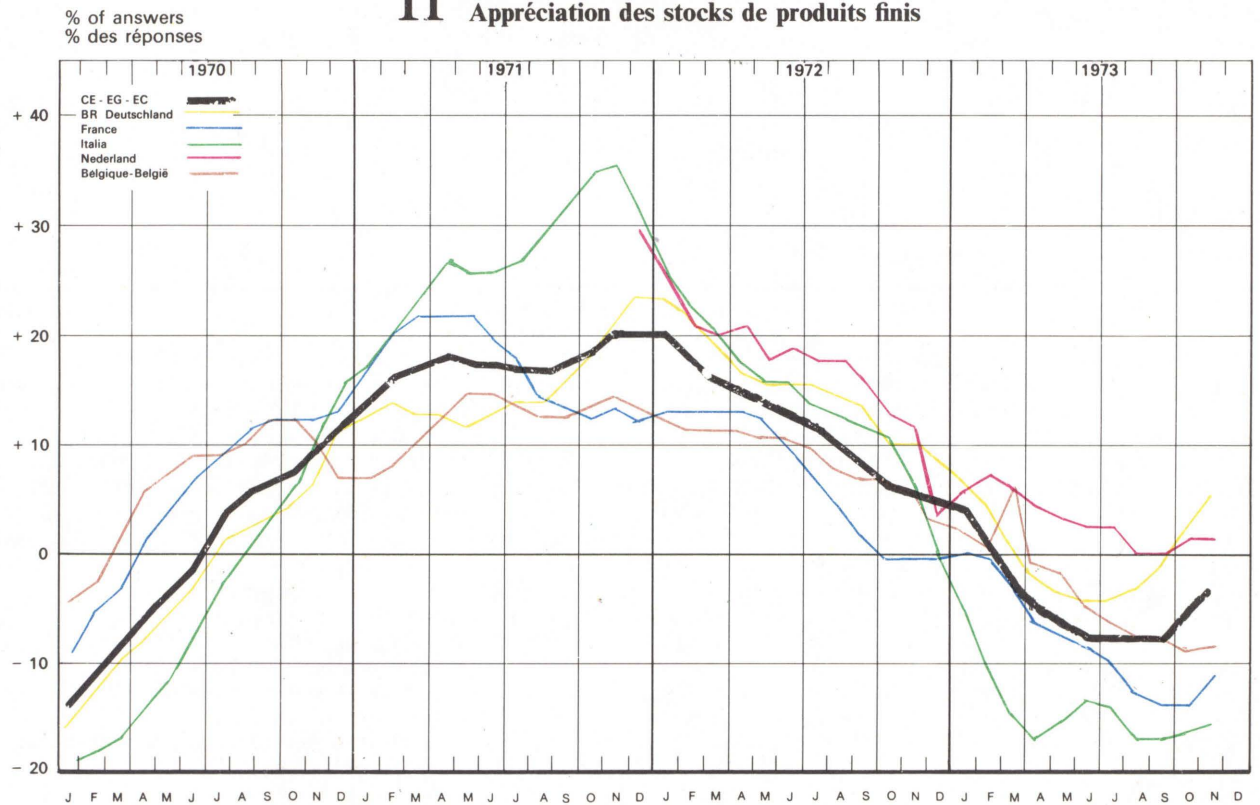
**RESULTS OF THE
BUSINESS SURVEY ¹⁾
OF COMMUNITY INDUSTRY**

**RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DE
CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE ¹⁾
DE LA COMMUNAUTÉ**

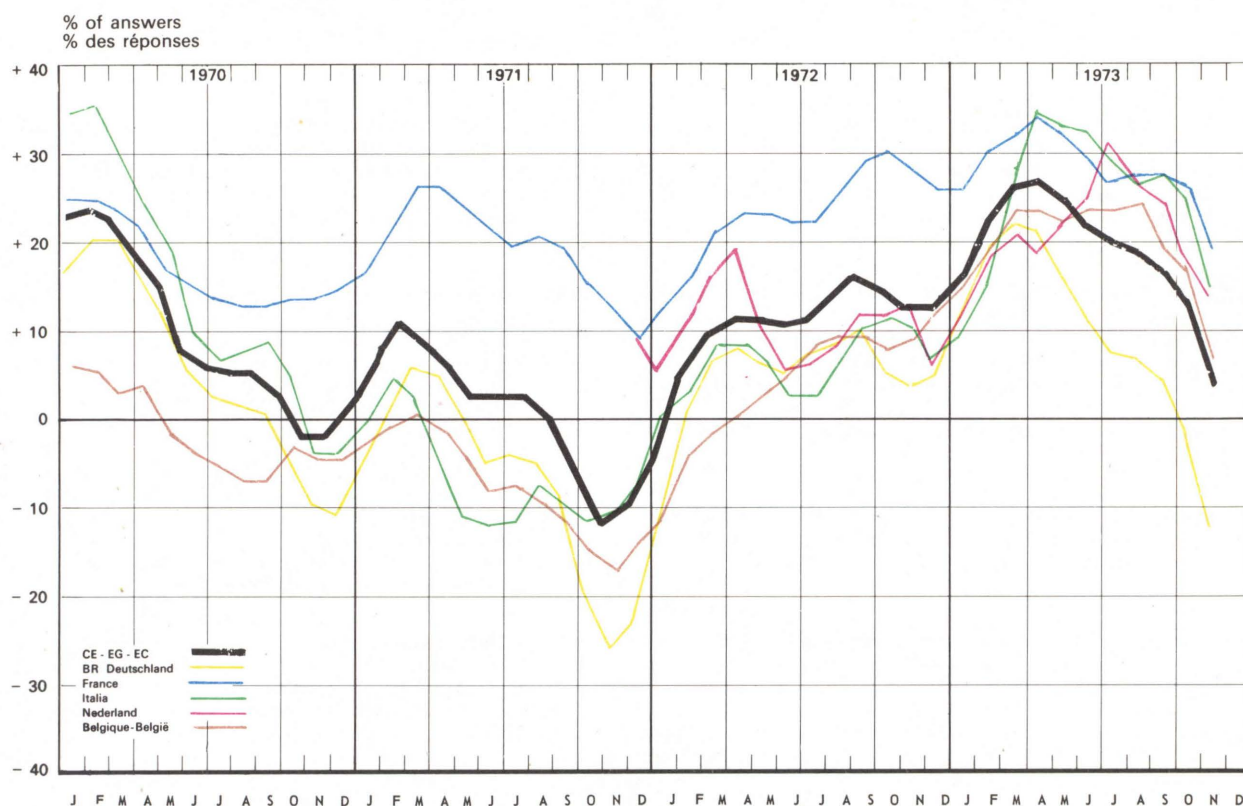
**I Total order-books
Carnet de commandes total**



**II Assessment of stocks of finished goods
Appréciation des stocks de produits finis**



III Expectations : production Perspectives de production



Graphs I and II show businessmen's views of their total order-books and their stocks of finished goods, represented as three-month moving averages of the difference between the percentage of those who find them "above normal" (+) and the percentage of those who find them "below normal" (-). Graph III shows three-month moving averages of the difference (as percentage of replies) between the number of businessmen who expected production to be up (+) and those who expected it to be down (-). The table below shows businessmen's assessments of their total order-books, foreign order-books and stocks of finished goods during the last three months, (+) being above normal, (=) being normal, (-) being below normal. It also shows whether they expect the following three or four months to bring an increase (+), no change (=) or decrease (-) in their production and in their selling prices. Detailed comments are given in "Results of the business survey carried out among heads of enterprises in the Community", published three times a year.

Dans les graphiques I et II sont représentées les différences, exprimées en moyenne mobile sur trois mois, entre les pourcentages des réponses «supérieur à la normale» et «inférieur à la normale» aux questions concernant respectivement le carnet de commandes total et les stocks de produits finis. Dans le graphique III sont représentées les différences entre les pourcentages des réponses «en augmentation» (+) et «en diminution» (-) à la question relative aux perspectives de production des chefs d'entreprise, exprimées en moyenne mobile sur trois mois. Pour les trois derniers mois le tableau présente, en pourcentage du nombre total des réponses, les jugements des chefs d'entreprise relatifs aux carnets de commande totaux, aux carnets de commandes étrangères et aux stocks de produits finis: supérieurs à la normale (+), normaux (=), inférieurs à la normale (-). En outre sont indiquées les perspectives exprimées par les chefs d'entreprise pour les trois ou quatre mois suivants en ce qui concerne la production et les prix de vente: augmentation (+), stabilité (=), diminution (-). Un commentaire complet des résultats paraît trois fois par an dans la publication «Résultats de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise de la Communauté».

Questions	Country/Pays	BR Deutschland			France			Italia			Nederland			Belgique België			Luxembourg			EEC C.E.E.		
		S	O	N	S	O	N	S	O	N	S	O	N	S	O	N	S	O	N	S	O	N
Total order-books	+	14	13	14	38	40	37	29	24	35	15	20	16	21	25	20	85	86	83	24	26	25
Carnet de commandes total	=	64	62	56	46	43	45	60	59	52	70	67	64	61	59	62	13	12	15	58	55	53
	-	22	25	38	16	17	18	11	7	13	15	13	20	18	16	18	2	2	2	18	19	22
Export order-books	+	13	13	12	38	39	35	25	30	25				26	29	24	88	91	88	22	24	21
Carnet de commandes étrangères	=	75	69	68	42	40	42	51	47	46				55	52	54	11	8	11	61	57	57
	-	12	18	20	20	21	23	24	23	29				19	19	22	1	1	1	17	19	22
Stocks of finished goods	+	12	15	18	15	13	15	8	8	11	14	14	11	10	11	13	2	9	9	12	13	15
Stocks de produits finis	=	77	75	74	58	62	62	66	69	65	74	76	78	67	70	72	94	87	88	69	70	69
	-	11	10	8	27	25	23	26	23	24	12	10	11	23	19	15	4	4	3	19	17	16
Expectations : production	+	11	9	6	33	29	23	33	27	20	28	21	22	28	28	17	12	13	11	23	20	15
Perspectives de production	=	77	70	61	60	64	62	62	65	58	67	74	58	58	59	59	87	85	85	68	66	61
	-	12	21	33	7	7	15	5	8	22	5	5	20	14	13	24	1	2	4	9	14	24
Expectations : selling prices	+	25	37	54	57	62	70	47	57	67				54	53	58	88	88	89	41	49	62
Perspectives relatives aux prix de vente	=	71	61	44	43	37	30	52	45	33				45	45	40	12	12	11	57	50	37
	-	4	2	2	0	1	0	1	0	0				1	2	2	0	0	0	2	1	1

¹⁾ Excluding construction, food, beverages and tobacco.

¹⁾ A l'exclusion de la construction et de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabac

Observations on the Graphs

- A 1 **Industrial production:** *Indices of the Statistical Office of the European Communities (excluding construction, food, beverages and tobacco). — Ireland and Denmark: quarterly index of OECD. — Community: estimated index. — Seasonally adjusted indices: three-month moving average.*
- A 2 **Unemployment:** *Three month moving averages of the figures adjusted for seasonal variations by the Statistical Office of the European Communities. — France: number of persons seeking employment. — Italy: the curve represents the number of persons registered at labour exchanges; this does not correspond to the number of unemployed. — Luxembourg: negligible. — Belgium: completely unemployed persons receiving unemployment benefit.*
- A 3 **Consumer prices:** *Index of the Statistical Office of the European Communities. — United Kingdom and Ireland: OECD indices. — Italy: revised index as from 1971. — France: new index as from march 1971.*
- A 4 **Balance of trade:** *Including intra-Community trade. Calculated on the basis of the import and export figures adjusted for seasonal variations by the Statistical Office of the European Communities. — Denmark and Ireland: OECD indices. Three-month moving averages. Exports fob, imports cif; excluding monetary gold. Curves for recent months may be partly based on estimates. Belgium and Luxembourg: common curve.*
- B 1 **Exports:** *Seasonally adjusted indices of values in Eur provided by the Statistical Office of the European Communities. — Three-month moving averages. Curves for recent months may be partly based on estimates. — Belgium and Luxembourg: common curve. — No figures yet available for the United Kingdom, Ireland and Denmark.*
- B 2 **Trade between member countries:** *Seasonally adjusted indices of values in Eur provided by the Statistical Office of the European Communities. — Three-month moving averages. Curves for recent months may be partly based on estimates. — Belgium and Luxembourg: common curve. — No figures yet available for United Kingdom, Ireland and Denmark.*
- B 3 **Discount rate and call money rates:** *Unbroken line shows official discount rate. — Dotted line shows monthly average of the rates for call money. — In Italy and Denmark rates for call money are not quoted.*
- B 4 **Short-term lending:** *Bank credits for the following periods: Federal Germany, up to 6 months; France and Netherlands, up to 2 years; other countries: without time-limit. — Ireland: December 1963 = 100.*
- B 5 **Gold and foreign exchange reserves:** *Monetary authorities' reserves of gold and convertible currency, holdings in special drawing rights and reserve position in the IMF. Gross figures, i.e. including foreign liabilities.*

Remarques relatives aux graphiques

- A 1 **Production industrielle:** *Indice de l'Office statistique des Communautés européennes (non-compris la construction ni l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs). — Irlande et Danemark: indice trimestriel de l'O.C.D.E. — Communauté: estimation. Pour les indices corrigés des variations saisonnières: moyenne mobile sur trois mois.*
- A 2 **Nombre de chômeurs:** *Moyenne mobile, sur trois mois, des chiffres désaisonnés par l'Office statistique des Communautés européennes. — France: demandes d'emploi non satisfaites. — Italie: la courbe ne reproduit pas le nombre de chômeurs, mais celui des personnes inscrites aux bureaux de placement. — Luxembourg: chiffre négligeable. — Belgique: chômeurs complets indemnisés.*
- A 3 **Prix à la consommation:** *Indices de l'Office statistique des Communautés européennes. — Royaume-Uni et Irlande: indices de l'O.C.D.E. — Italie: à partir de 1971, indice révisé. — France: à partir de mars 1971, nouvel indice.*
- A 4 **Balance commerciale:** *Commerce intracommunautaire inclus. — Moyenne mobile sur trois mois du solde résultant des données désaisonnées d'importation et d'exportation de l'Office statistique des Communautés européennes. — Danemark et Irlande: chiffres de l'O.C.D.E. — Exportation f.o.b., importation c.i.f.; or monétaire exclu. — Belgique et Luxembourg: courbe commune. — Les données relatives aux derniers mois peuvent être basées sur des estimations.*
- B 1 **Exportations:** *Indices de valeur en Eur, corrigés des variations saisonnières, établis par l'Office statistique des Communautés européennes. — Moyenne mobile sur trois mois. — Les données relatives aux derniers mois peuvent être basées sur des estimations. — Belgique et Luxembourg: courbe commune. — Données non encore disponibles pour le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark.*
- B 2 **Échanges intracommunautaires:** *Indices de valeur en Eur, corrigés des variations saisonnières, établis par l'Office statistique des Communautés européennes. — Moyenne mobile sur trois mois. — Les données relatives aux derniers mois peuvent être basées sur des estimations. — Belgique et Luxembourg: courbe commune. — Données non encore disponibles pour le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark.*
- B 3 **Taux d'escompte et de l'argent au jour le jour:** *Taux d'escompte de la Banque centrale: courbe en trait continu. — Taux de l'argent au jour le jour: courbe en pointillé; moyenne mensuelle. — En Italie et au Danemark, les taux de l'argent au jour le jour ne sont pas cotés.*
- B 4 **Crédits à court terme:** *Crédits bancaires dont la durée peut atteindre 6 mois pour l'Allemagne, 2 ans pour la France et les Pays-Bas; pour les autres pays: sans limitation de durée. — Irlande: décembre 1963 = 100.*
- B 5 **Réserves d'or et de devises:** *Réserves des autorités monétaires en or et en devises convertibles, avoirs en droits de tirage spéciaux et position de réserve auprès du F.M.I. Chiffres bruts, à l'exclusion des engagements extérieurs.*

1 Eur = 0,888671 gm of fine gold
gramme d'or fin